

"Mêmes patrons, même combat" dans L'Humanité (21 juin 1950)

Légende: Le 21 juin 1950, commentant l'ouverture des négociations sur le plan Schuman à Paris, le quotidien communiste français L'Humanité dénonce l'entente entre le patronat français, allemand et américain en vue de la mise en place d'un cartel pour la fabrication d'armements et craint à terme une exploitation des travailleurs d'Europe occidentale.

Source: L'Humanité. Organe Central du Parti Communiste Français. 21.06.1950, n° 1802; 47e année. Paris: L'Humanité.

Copyright: (c) L'Humanité

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"memes_patrons_meme_combat"_dans_l_humanite_21_juin_1950-fr-e65bae37-fbdf-423d-843b-e5b86f6ca34d.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 20/09/2012

Mêmes patrons même combat

Il est difficile d'imaginer contraste plus saisissant entre deux politiques : celle que définit l'appel des Syndicats libres allemands et de la C.G.T., et la politique à laquelle M. Schuman a donné hier une sanction officielle au Quai d'Orsay, en présence des représentants du capitalisme allemand.

D'un côté c'est l'affirmation du principe de la solidarité internationale des travailleurs ; de l'autre, c'est le cosmopolitisme des trusts qui essayent de conclure sur le dos des peuples une entente provisoire dont le principe est la force et le but le brigandage.

Il est évident que ni Schuman, ni les Américains, ni les capitalistes allemands n'ont la moindre idée de la façon dont ils organiseront pratiquement ce cartel pour l'exploitation des travailleurs de l'Europe occidentale et la préparation de la guerre.

Les problèmes qui se posent à chaque capitalisme séparément se reposent dans le « pool ». En fait, le « pool » ne pourrait que sanctionner la victoire d'un des capitalismes au détriment des autres. D'où l'acuité de la discussion sur « l'autorité supranationale ».

Mais il ne pourrait y avoir « d'autorité supranationale » que s'il existait un « super-impérialisme » capable de résoudre toutes les contradictions à son profit. L'expérience a prouvé qu'un tel impérialisme n'existait pas. Ce qui peut exister, ce qui existe déjà c'est une direction américaine de l'affaire qui tout en laissant subsister toutes les contradictions inter-impérialistes est capable néanmoins d'imposer une entente provisoire sur un point : l'antisoviétisme, la lutte en commun contre la démocratie et le socialisme.

C'est pourquoi, en définitive, le point de vue « politico-militaire » et la perspective de l'agression antisoviétique dominent les discussions autour du plan Schuman.

Comme pendant l'entre-deux-guerres, au temps de « l'Entente internationale de l'acier », l'accord provisoire des capitalistes ne peut se faire qu'au détriment des peuples et en vue de la fabrication des armements.

Ce n'est que par la fabrication des armes, en effet, c'est-à-dire par la fabrication de produits « non-consommables » que les capitalistes peuvent espérer esquiver le problème que pose la surproduction de l'acier et la saturation des marchés qu'ils se disputent désespérément.

C'est cet arrangement provisoire en vue de la fabrication des armes qu'ils appellent « réconciliation franco-allemande ».

Mais pourquoi parler de « réconciliation »? En fait il n'y a jamais eu rupture entre les capitalismes français et allemand. Pendant l'hiver 39 le minerai de fer de Lorraine a continué à alimenter à travers la Belgique les hauts fourneaux de la Ruhr.

Tout autre est le véritable problème de la réconciliation des peuples français et allemand. C'est celui que définit clairement l'appel commun des syndicats, en opposant la communauté d'intérêts des travailleurs allemands et français, communauté d'intérêts pacifiques, à l'entente des marchands de canons pour la guerre.

C'est l'expression de cette politique que le journal de M. Schuman, *L'Aube*, qui a osé faire l'apologie de la bombe atomique, appelle « de la propagande antifrançaise ».

Car il est « antifrançais » de préférer la politique de Rosa Luxembourg, de Karl Liebknecht et de Thaelmann à celle de M. Krupp, dont les représentants et les héritiers, hitlériens mal blanchis, siègent aujourd'hui aux côtés de M. Schuman. Comme, naturellement, de l'autre côté du Rhin, en Allemagne occidentale, il est « anti-allemand » de préférer la C.G.T. aux Jouhaux et autres dirigeants de F.O. chargés de jouer la comédie de la « représentation ouvrière » auprès des magnats du parti de la guerre.

Eh bien ! à chacun ses Français, à chacun ses Allemands ! Les capitalistes du cartel de l'acier s'apercevront bientôt qu'en tentant de donner aux ouvriers de France et d'Allemagne occidentale les mêmes patrons, ils leur donnent également des revendications communes, une espérance commune dans une lutte commune pour une paix durable.

Pierre COURTADE.